

## ***Nouvelles Europes. Trajectoires et enjeux économiques***

**Petia Koleva, Nathalie Rodet-Kroichvili, Julien Vercueil (eds)**

Pôle éditorial de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard, décembre 2006.

### **Résumé :**

Certains colloques sont programmés pour donner lieu à des ouvrages, d'autres peuvent en susciter spontanément. L'histoire de ce livre collectif renvoie au deuxième cas de figure. Elle débute lors d'un colloque organisé à Lyon en décembre 2002 sur le thème « Institutionnalismes et Evolutionnismes – Confrontations autour de perspectives empiriques »<sup>1</sup>. A cette occasion, la confrontation de nos recherches respectives a fait apparaître deux axes d'un rapprochement possible : l'un de nature épistémologique, méthodologique et théorique – l'enracinement de nos travaux dans les approches institutionnalistes et évolutionnistes –, l'autre de nature thématique - l'analyse des transformations économiques des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO). Au-delà de ces points communs, la diversité de nos domaines de compétences respectifs (ouverture de l'économie russe, système productif, bancaire et financier bulgare, relations de travail, d'emploi et relations industrielles en Hongrie) nous paraissait ouvrir des perspectives de collaboration prometteuses.

L'idée a donc germé de constituer une équipe de chercheurs de plusieurs nationalités adoptant un cadre théorique commun – ou, à tout le moins, cohérent – sur les transformations en Europe centrale et orientale ; de proposer à ces chercheurs un "cahier des charges théorique" sous la forme d'un texte synthétisant les principales options analytiques retenues parmi les différentes variantes de l'économie institutionnaliste et évolutionniste ; de leur demander enfin, sur la base de ce cahier des charges, de contribuer à un ouvrage collectif sous la forme d'un chapitre traitant de leur domaine de spécialité dans une optique comparative.

En revanche, une plus grande liberté a été accordée aux auteurs quant aux méthodes d'analyse privilégiées. Ainsi l'étude de cas, l'enquête qualitative de terrain, l'analyse statistique, la construction de faits stylisés ont pu tout aussi bien trouver leur place dans les travaux des auteurs. Si l'application d'un raisonnement hypothético-déductif pur et dur ne figure pas parmi les contributions, c'est le reflet de la construction même de l'ouvrage et de la constitution de l'équipe et non pas le résultat d'une censure effectuée par nos soins...

Construire le cahier des charges théorique a été la première tâche à laquelle nous nous sommes attelés. Tâche *a priori* ardue, le colloque de Lyon ayant souligné la diversité – et parfois les oppositions – caractérisant les différents courants de l'économie institutionnaliste et évolutionniste. Nos réunions de travail sur le sujet ont achevé de nous convaincre, s'il en était besoin, de cette diversité, irréductible à toute "théorie générale" unifiante. Mais elles nous ont aussi prouvé, à force de discussions, de confrontations de lectures et de clarification des concepts, qu'on pouvait élaborer les contours d'une position scientifique commune à partir d'un ensemble de propositions essentielles concernant les institutions, leur interaction avec les phénomènes économiques et les modalités de leur évolution.

Autrement dit, comme par un effet de mise en abîme, ce cahier des charges élaboré à trois possède finalement tous les attributs des institutions que nous nous sommes donné pour tâche d'étudier : il est *collectif* – issu d'un échange de vues entre plusieurs individus aux intérêts à

<sup>1</sup> Centre Walras (Université Lumière Lyon 2)

la fois convergents et distincts -, *simplificateur* – proposant des concepts et des relations entre les concepts qui traduisent la complexité de l'objet d'étude tout en le rendant intelligible -, *stabilisateur* – permettant de s'accorder pour un temps, celui de la réflexion liée à l'ouvrage, autour d'un certain nombre de repères communs indispensables pour la communication -, *pacificateur* – nos réunions ne se sont pas traduites par un pugilat nourri d'oppositions irréductibles, mais ont donné naissance à un compromis incarné dans cet ouvrage.

Les auteurs des contributions ont accepté ce cadre de bonne grâce. Comme tout acteur individuel face à une institution, ils l'ont quelquefois testé, ont pu proposer des accommodements qui parfois ont été acceptés, parfois non. Leur contribution fera certainement évoluer le cadre, ainsi qu'il est de règle pour tout processus d'évolution institutionnelle qui se respecte. Ces contributions composent un tableau qui rend justice à la variété des économies des PECO et aux idées qui circulent à leur propos, tout en possédant sa propre cohérence.

Préfacé par Bernard Chavance et postfacé par Maria Lissowska, l'ouvrage s'articule autour de huit chapitres. Le premier (« Le cahier des charges théorique : une analyse économique évolutionnaire des institutions ») est consacré au cadre analytique utilisé dans l'ouvrage. Y sont étudiés les concepts principaux d'une analyse économique évolutionnaire des institutions, en particulier la définition et la caractérisation des propriétés fondamentales des institutions ainsi que les principes de la dynamique institutionnelle. Ce chapitre vise aussi à placer l'ouvrage sous le patronage critique d'un certain nombre d'auteurs qui ont jalonné l'histoire de l'économie évolutionnaire des institutions.

Les chapitres qui suivent offrent un panorama des applications possibles d'une telle approche aux transformations de l'Europe centrale et orientale :

Dans le chapitre 2 (« Continuités, ruptures et convergence : l'évolution des trajectoires nationales de propriété post-socialistes en Hongrie, Pologne et République tchèque »), Caroline Vincensini montre comment l'évolution nationale de cette institution fondamentale qu'est la forme de propriété des entreprises dépend à la fois de l'héritage du passé socialiste, de la stratégie du pouvoir politique en matière de réformes institutionnelles et des réactions des acteurs individuels et collectifs aux nouvelles "règles du jeu" économiques. Si les spécificités nationales apparues au cours des années 1990 tendent à s'estomper avec l'adhésion à l'Union européenne, de nouvelles formes de différenciation entre pays apparaissent.

Au travers du chapitre 3 (« Le *currency board* comme institution : une comparaison des expériences bulgare, estonienne et lituanienne »), Nikolay Nenovsky et Darina Koleva proposent une analyse de l'évolution d'une institution qui occupe une place particulière dans le dispositif de gestion de la monnaie nationale dans les PECO : le *currency board*. Les conditions historiques dans lesquelles les *currency boards* ont été instaurés sont analysées, avec comme double enjeu, d'une part, l'explication des différences entre les modes opératoires observés dans les trois pays et d'autre part, la démonstration qu'aucun d'entre eux ne fonctionne suivant le modèle canonique généralement admis.

Dans le chapitre 4 (« Les modèles de distribution alimentaire dans les PECO : entre importation, adaptation et innovation »), Georges Fassio et Petia Koleva étudient la manière dont les réseaux de distribution alimentaires en Pologne et en Bulgarie ont été transformés durant les quinze dernières années. L'irruption de nouveaux acteurs – principalement ouest-

européens –, les changements réglementaires relatifs à la concurrence, mais également les stratégies d'adaptation des acteurs locaux se sont combinés pour aboutir à des formes originales mixant les éléments hérités du passé et des formes idiosyncrasiques aux contextes économiques et institutionnels locaux.

Le chapitre 5 (« Transformation des marchés du travail dans les PECO : quel impact des réformes des régimes de retraite ? »), donne l'occasion à Cristina Matos et Nathalie Rodet-Kroichvili d'étudier l'influence des réformes des régimes de retraite sur les évolutions des marchés du travail est-européens, et en particulier sur les taux d'activité. Elles montrent que les systèmes de retraite sont loin de représenter la cause principale des problèmes d'activité dans les PECO et que ceux-ci tiennent davantage à la dynamique propre des marchés du travail, façonnée par l'interaction de trois acteurs majeurs sur ces marchés : les salariés, les firmes et l'Etat. Les solutions sont donc à rechercher non pas du côté de l'évolution d'une institution périphérique, le système de retraite, mais bel et bien au cœur de cette institution nouvelle qu'est le marché du travail dans les PECO.

Dans le chapitre 6 (« Responsabilité sociale des entreprises en Europe centrale et orientale : naissance ou résurgence ? »), Petia Koleva, Nathalie Rodet-Kroichvili, Patricia David et Jana Marasova s'intéressent à la manière dont les entreprises font évoluer leurs relations aux employés et à l'environnement naturel et social. Trois formes de responsabilité sociale sont ainsi identifiées : héritée, allogène et hybride. Les auteurs discutent également de l'influence probable des modèles anglo-saxon et européen sur l'évolution future de cette institution dont l'importance dans la relation d'emploi tend à s'accroître.

Dans le chapitre 7 (« L'ouverture aux Investissements Directs Etrangers (IDE) : cadres institutionnels, politiques et stratégies »), Julien Vercueil propose une analyse comparative des évolutions nationales en matière d'accueil des IDE. Il en ressort l'image d'une grande variété des trajectoires nationales, qui s'explique par la combinaison de cadres institutionnels, de politiques nationales et de stratégies d'entreprises différents. Dans le prolongement de cette approche, l'auteur propose et teste une typologie originale de la nature des IDE, fondée sur les différents moteurs – coûts de production, taille des marchés et potentiel technologique – des décisions d'investissement.

Enfin, le chapitre 8, rédigé par Eric Magnin (« Transformation post-socialiste et diversité des capitalismes : une question éludée »), revient sur les débats qui ont présidé aux politiques de réformes préconisées dans les années 1990 et montre en quoi, faute d'une réflexion sur la diversité des économies capitalistes, les propositions de la théorie standard ont pu orienter les réformes de l'Etat, de la protection sociale et de la fiscalité dans une direction qui a fait l'impasse sur la dimension sociale du modèle de capitalisme européen. Pour autant, l'auteur montre d'une part, que l'on peut encore s'interroger sur les alternatives institutionnelles au modèle anglo-saxon et que d'autre part, la convergence absolue n'existe pas.

On l'aura compris, le terme "Nouvelles Europees", choisi comme titre de l'ouvrage, ne se résume pas à la signification que lui prêtent certains historiens, pour lesquels il désigne l'essai de transposition des institutions et des modes de vie européens par les émigrants européens sur leur territoire d'accueil. Si le thème de la migration des modèles est discuté par plusieurs contributeurs, le point commun des analyses est de faire ressortir la diversité des expériences nationales en Europe de l'Est, diversité qui fait écho à celle des capitalismes ouest-européens et qui est irréductible à l'opposition entre "nouvelle" et "vieille" Europe qui s'est immiscée récemment dans les débats publics sur l'élargissement.

En dépit de la diversité des contributions résumées ci-dessus, il était impossible, dans le cadre d'un ouvrage de cette nature, de prétendre couvrir l'ensemble des problèmes soulevés par les transformations économiques à l'Est. Nous avons privilégié une approche plutôt "pointilliste", proposant un assemblage d'études focalisées sur des domaines bien circonscrits, à une approche de "peintre industriel", couvrant une surface plus large au risque d'une uniformisation et d'une simplification excessives. De même, les propositions que les auteurs de la théorie standard et des organisations financières internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale) ont formulées à propos des réformes n'ont pas constitué le cœur de cet ouvrage. Certains auteurs y ont fait référence de manière ponctuelle, d'autres les ont à peine évoquées, l'objectif n'étant pas d'adopter à tout prix une posture normative, mais plutôt de montrer de manière concrète et positive ce que la perspective évolutionnaire et institutionnaliste peut apporter à l'analyse économique. Au demeurant, celle-ci n'exclut pas le recours à d'autres cadres théoriques pour rendre compte des phénomènes étudiés quand ceux-ci ne heurtent pas frontalement les fondements d'une approche économique évolutionnaire des institutions. Enfin, si certains auteurs ne sont pas à proprement parler des économistes (ils sont alors gestionnaires ou sociologues), nous ne prétendons pas pour autant proposer ici un ouvrage véritablement pluridisciplinaire : il s'agit bien d'une approche avant tout *économique* des transformations à l'Est, approche ouverte aux interactions avec d'autres problématiques mais qui, pour être complétée, nécessiterait un dialogue approfondi avec les autres sciences sociales (histoire, anthropologie, sociologie, géographie, science politique, droit). De même, l'absence de conclusion à cet ouvrage est une invitation à poursuivre l'aventure : elle signifie que nous ne souhaitons pas mettre un point final aux débats sur le contenu de l'approche économique évolutionnaire des institutions, ni sur son potentiel pour rendre compte d'expériences d'évolutions institutionnelles, notamment (mais pas seulement) dans le contexte post-socialiste. Ces pistes peuvent constituer autant de prétextes à de futurs colloques, ou de futurs ouvrages...

Petia Koleva  
Nathalie Rodet-Kroichvili  
Julien Vercueil